CORENTIN MARIE CARIOU

Corentin Marie Cariou naît le 12 décembre 1898, à Loctudy, de Pierre Jean Cariou, marin pêcheur, et de Corentine Marie Struillou, journalière. Il est le benjamin d'une famille de onze enfants. Son frère aîné périt en mer.

À douze ans et demi, Corentin embarque comme mousse. Il reste marin pêcheur jusqu'à ses dix-huit ans. En 1917, mobilisé, il est matelot sur la *Jeanne d'Arc*, puis sur le torpilleur *Sakalave* et sur le cuirassé *Courbet*. Il est démobilisé en 1920, et redevient marin pêcheur.

À la mort de ses parents, (son père en 1920 et sa mère en 1923), parlant « assez mal » le français, n'ayant jamais « rien lu », il part travailler à Paris. Par l'intermédiaire de son frère Jean, il entre à la Compagnie du gaz du Paris. Il travaille comme aide de forge à l'usine de goudron (aujourd'hui démolie) de la Villette. Titularisé en 1925, il devient aide ajusteur.

Corentin CARIOU, au centre, photographié à l'usine à gaz de la Villette.

Le militant syndical

De 1921 à 1934, le paysage syndical est marqué par l'opposition entre « unitaires » de la CGTU et « confédérés » de la CGT [elles se regrouperont en 1936].

En 1923, Corentin Cariou adhère à la CGTU, et peut-être à la SFIC [Corentin Cariou, dans son autobiographie de la commission des cadres, parle de 1926] (Section Française de l'Internationale Communiste — ancien nom du Parti communiste français). En 1924, il participe à la constitution de la cellule n° 193 du Gaz de la Villette (1er rayon). En 1926, il est élu secrétaire et trésorier de la Caisse de solidarité des gaziers unitaires de la Villette. En 1927, 1928 et 1929, il est élu à la commission exécutive de l'Union des syndicats unitaires de la région parisienne. À partir de septembre 1929, il siège à la commission des conflits de la Fédération nationale CGTU des Services publics et de l'Éclairage.

En 1928 et 1929, il est secrétaire du 1er rayon communiste de la région parisienne. C'est à cette époque qu'il entre en conflit avec son frère, sur les plans politique et syndical. Il militait également au SRI, à la « Bellevilloise » et à la coopérative « la Famille Nouvelle ».

Corentin et Jean Cariou sont tous deux à la CGTU Gaz de Paris, mais dans des tendances différentes :

-Corentin appartient au courant « unitaire », proche de la SFIC-Parti communiste. Majoritaire dans la CGTU au plan national, ce courant est minoritaire à la CGTU Gaz de Paris.

-Jean est un syndicaliste révolutionnaire (proche de Pierre Monatte et de la revue syndicaliste *La Révolution prolétarienne*). Ce courant est majoritaire à la CGTU Gaz de Paris, dont Jean Cariou est le secrétaire général.

Mais, lors des élections du 20 mai 1930, les unitaires l'emportent, et Corentin prend la place de son frère [frère qui rejoindra la CGT deux ans plus tard et adhère, à une que l'on ignore, à la SFIO. Malgré leurs divergences de vues, les deux frères conservent des liens familiaux].

En février 1931, Corentin Cariou crée la première **école syndicale**.

En 1932, il est élu secrétaire du comité intersyndical CGTU des services publics de la région parisienne.

Lors du VIIe congrès national de la SFIC-Parti communiste, en 1932, Corentin Cariou entre au Comité central, qu'il quittera lors du congrès suivant, en 1936.
En 1935, pour une affaire d'affiche jugée diffamatoire, il est révoqué du Gaz de Paris, de même que tout le bureau du syndicat. La mesure fait grand bruit et, après deux mois d'une vaste campagne d'opinion, les sept hommes sont réintégrés.
En 1937 et 1938, Corentin Cariou est membre de la Fédération des Bretons émancipés, animée par Marcel Cachin, qui milite pour la défense de la culture bretonne [Dans les années 30, les communistes dénoncent « le centralisme de l'Etat français bourgeois ». En 1937, les communistes bretons fondent la Fédération des Bretons émancipés. Mais, à partir de 1938, le PC-SFIC prens des distances avec les mouvements autonomistes bretons, Marcel Cachin dénonçant la « main du fascisme allemand » (discours au Sénat, *Le Temps* du 20 décembre 1938). Ce n'est qu'en 1944 que les communistes bretons reconstituent leur Fédération].
En 1938, élu représentant du quartier du Pont-de-Flandre (19e arrondissement), Corentin Cariou entre au conseil municipal de Paris.

5 HEURES DU MATIN — EDITION PARISIENNE

l'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS (S.F.I.C.)

Rédaction et administration : 170, rue Montmartre — Paris (2e)
LE NUMERO : 50 CENTIMES

Fondateur : Jean JAURÈS
Paul VAILLANT-COUTURIER
Directeur : Marcel CACHIN

35e ANNEE. N° 14.344 — LUNDI 28 mars 1938 — CINQ EDITIONS

COMPLOT !

Les élections d'hier

Double victoire communiste

A PANTIN

Marcel LAMBRY EST ÉLU conseiller général de la Seine avec 4.227 voix

DANS LE 19e

Corentin CARIOU EST ÉLU conseiller municipal de Paris avec 1.838 voix

Joie du retour

CALMES ET DISCIPLINÉS, LES MÉTALLURGISTES PARISIENS FONT FACE AUX PROVOCATIONS PATRONALES

Une conférence aura lieu aujourd'hui à l'Hôtel Matignon

Devant les ministres de la défense nationale les délégués des métallos iront démontrer la possibilité de résoudre les conflits dans l'intérêt le meilleur des finances et de la sécurité du pays

Les travailleurs de la région parisienne, inquiets des manœuvres patronales, attendent avec impatience le résultat des négociations

L'intransigeance de la direction Citroën entraîne la prolongation de la grève

POSSÉDANT LES MOYENS DE PRESSION SUFFISANTS, LE GOUVERNEMENT LES UTILISERA-T-IL POUR IMPOSER AUX PATRONS LE RESPECT DES LOIS

SAUVEZ L'ESPAGNE POUR DÉFENDRE LA FRANCE !

Les Allemands construisent UN AÉRODROME à la frontière française

La poussée italo-hitlerienne continue en Aragon, mais en Estremadure les républicains avancent de 10 kilomètres

"Le problème espagnol est un problème européen. Je crois que la volonté populaire finira par s'imposer et que l'on pratiquera une politique effective d'aide à l'Espagne"
déclare le socialiste italien Pietro NENNI

En Chine, les japonais en échec perdent un millier d'hommes par jour

M. Winston Churchill s'est entretenu hier avec M. Daladier

L'élégance à Auteuil

INCENDIE DE FORÊT DANS L'YONNE

Le Calbez (U.V.F.) Berthelot et Rioult (F.S.G.T.) ont enlevé les dernières éliminatoires parisiennes du X Grand Prix cycliste de "l'Humanité"

Van Schandel enlève la dernière étape de la Course au Soleil ...mais c'est le Belge Lowie qui triomphe de l'épreuve

A Francfort, en rugby ALLEMAGNE BAT FRANCE (3 à 0)

Une journée de championnat sans histoire en football

Saussaye (Le Havre) a gardé son titre de champion de cross-country de la F.S.G.T.

UNE GRANDE ENQUÊTE DE PIERRE MARS

AVIATION 38

V.- Une richesse immense : la bauxite française

Extrait de la une du journal l'Humanité du 28 mars 1938 (Source: Gallica)

EDITION DE 5 HEURES

LE JOURNAL

(N° 16596) — PARIS, 100, RUE DE RICHELIEU — Téléph. : Richelieu 81-54 et la suite — Lundi 28 Mars 1938

Chaque jour, vers 13 heures, 20 heures, 21 h. 30, ÉCOUTEZ LES INDISCRÉTIONS DU POSTE DE L'ILE DE FRANCE AU SUJET DU....

....GRAND CONCOURS ORGANISÉ A L'OCCASION DU SIXIÈME ANNIVERSAIRE DU CINÉAC — LE JOURNAL — GARE SAINT-LAZARE — 0,50

PAROLES OFFICIELLES A ROME

"TOUTE INTERVENTION EN ESPAGNE COMPROMETTRAIT LA PAIX"

en Charente fait appel à l'union

« La France s'est toujours retrouvée » déclare M. Marquet

Les démocrates populaires

Le dimanche électoral

M. PALMADE est élu sénateur de la Charente-Inférieure

Conseil municipal de Paris

Le candidat communiste est élu au Pont-de-Flandre

Elections cantonales

La liste du Front populaire battue à Saint-Raphaël

Les principaux résultats sportifs

RUGBY — La France par 3 points à 0 est battue à Francfort par le "quinze" allemand

FOOTBALL — PAS DE CHANGEMENT dans le championnat

L'influence des socialistes dans les grèves d'après les communistes

Le violent discours de M. Jouhaux à Caen

Une mise au point de M. Jouhaux

MALOU GÉRIN est arrêtée à Annemasse pour grivèlerie et escroquerie

La blonde "Malou" à son

Le malaise social

Pas encore de solution au conflit de la métallurgie

M. JOUHAUX MENACE ?

Mais pas ceux qui le conspuèrent samedi au vélodrome Buffalo

Il affirme la volonté de

L'avion de bombardement qui s'est abattu en Sardaigne serait un bimoteur de la base de Sidi-Ahmed

Un brancardier est tué par l'auto d'un aumônier militaire

Une épidémie de typhoide fait des ravages en Vendée à la suite d'ingestion de coquillages

Savez-vous que... PECHELBRONN peut produire en huile de marque pour automobiles, 50 % de la consommation française! Pour améliorer la balance commerciale

Extrait du « Journal » n°16596 du 28 mars 1938 (source: Gallica)

LUNDI 28 MARS 1938 — 21e ANNÉE — N° 5.521 — 50 centimes

LE POPULAIRE DE PARIS

ORGANE CENTRAL DU PARTI SOCIALISTE (S. F. I. O.)

RÉDACTION ET ADMINISTRATION : 7, RUE VICTOR-MASSÉ — PARIS (IXe) — Téléph. : Jusqu'à 20 h. TRUD. 94-46 et 47. A partir de 20 h. GUT. 89-60 — Adresse Télégraphique : NALPOPUL-PARIS — SERVICE DE LA PUBLICITÉ : 5, rue Saint-Lazare, Paris — Téléph. : Bénédict 48-80.

CE QUE DISENT les Amicales Socialistes

CROSS-COUNTRY

SAUSSAYE (senior) et LEVEQUE (junior) sont champions de France de la F. S. G. T.

Henri de Kerillis vend la mèche...

Le plan de la réaction tel que le dévoile M. de Kerillis

Les élections d'hier

M. Maurice Palmade est élu sénateur de la Charente-Inférieure

Elections cantonales

CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS (Pont-de-Flandre)

Extrait du journal « Le Populaire » n°5521 du 28 mars 1938 (Source: Gallica)

Répressions Daladier et Sérol

Le 23 août 1939, est signé le Pacte germano-soviétique, ce qui provoque bien des déchirements et bien des remous parmi les communistes français, après leur engagement contre le fascisme espagnol [Le 26 août 1939, la presse communiste française est interdite. Le 2 septembre, les députés communistes français votent les crédits de guerre. Le 9 septembre, le Komintern développe une nouvelle ligne: du fait de la nature impérialiste du conflit, les sections doivent s'opposer à l'effort de guerre. Les communistes français en sont informés le 20 septembre]. Le 3 septembre, la France déclare la guerre à l'Allemagne. Par le décret-loi Daladier du 26 septembre, le PC-SFIC est interdit. Toute activité communiste est illégale. Corentin Cariou n'est pas mobilisé, mais mis à la disposition de la police. Il doit attendre un ordre individuel de mobilisation.

Le 8 octobre, ont lieu les premières arrestations de députés communistes. Le 18 novembre, un nouveau décret-loi Daladier prévoit l'internement administratif de « tous individus dangereux pour la défense nationale ou la sécurité publique ».

Le 23 décembre, Corentin Cariou est à la fois mobilisé et interné administrativement au camp d'internement administratif de Baillet-en-France. En janvier, il est transféré à la Ferme Saint-Benoît, en Seine-et-Oise, dans la première compagnie spéciale. C'est là que, le 21 janvier 1940, il apprend qu'il est déchu de son mandat municipal par le conseil de la préfecture [Les élus communistes sont déchus de leurs mandats par la loi du 20 janvier 1940]. Le 23 mars, il est transféré dans le camp d'internement de Bourg-Lastic, dans la deuxième compagnie spéciale de travailleurs (où il retrouva notamment Lucien SAMPAIX).

SOIXANTE-DIX-NEUVIEME ANNEE. — N° 28588 — On s'abonne aux Bureaux du Journal, 5, RUE DES ITALIENS, A PARIS (9e), et dans tous les Bureaux de Poste — VENDREDI 22 DECEMBRE 1939

Le Temps

PRIX DE L'ABONNEMENT

Un numéro (PARIS et DÉPARTEMENTS) : 75 centimes

SOMMAIRE

UNE CHÈRE ÉCRITURE...

LE SABORDEMENT DE L'"ADMIRAL-GRAF-SPEE"

Suicide du capitaine Langsdorff

L'AGRESSION SOVIÉTIQUE CONTRE LA FINLANDE

De nouvelles attaques des Russes dans l'isthme carélien sont brisées

Vingt tanks lourds soviétiques sont capturés, beaucoup d'autres sont détruits

Réunion du conseil général du congrès de la Trade Union

EN ESPAGNE

Une ligne maritime et aérienne transatlantique Vigo-New-York

LA FRANCE D'OUTRE-MER

TUNISIE

Le budget

Commission de l'armée

A L'HOTEL DE VILLE

Extrait du journal « Le Temps » n°28588 du 22 décembre 1939.
On y relate le première arrestation « administrative de Corentin Cariou interné dès le 23 au camp de Baillet en France. Il sera transféré à la Ferme de Saint Benoît puis à Bourg-Lastic.
Au printemps 1940, a lieu l'offensive allemande en France. Durant la débâcle de juin, Corentin Cariou s'évade.
(Source: Gallica)

Le décret Sérol du 9 avril 1940 [JO du 10 avril 1940. Le projet a été présenté par le ministre SFIO Alber SEROL, du gouvernement REYNAUD] prévoit la peine de mort pour propagande communiste.

Au printemps 1940, a lieu l'offensive allemande en France. Durant la débâcle de juin, Corentin Cariou s'évade. Le 22 juin 1940, le gouvernement français signe l'armistice avec l'Allemagne.

Durant tout l'été 1940, le PC-SFIC mène une politique de légalisation du parti. Il incite les communistes à sortir de la clandestinité, ce qui aura pour conséquence dramatique de faciliter l'arrestation de milliers de militants, lors des rafles d'octobre et de novembre. Corentin Cariou se rend donc à Lyon pour se faire démobiliser. Puis il va chercher en Bretagne sa femme, Marianne [Marie, Anne LE GARREC, née le 14 février 1893 à PLONEOUR-LANVERN, d'un père journalier et d'une mère repasseuse. Elle est d'abord brodeuse à Pont l'Abbé. A Paris, elle est femme de chambre dans une pension de famille. Elle meurt le 31 janvier 1958], et leur fille, Andrée, neuf ans. Tous trois regagnent Paris. Le PC-SFIC clandestin confie à Corentin des responsabilités dans le 19e arrondissement.

Le Matin

5 centimes — 50 centimes

57e ANNÉE — N° 20.391 — DIMANCHE 21 JANVIER 1940

Atteindre l'Angleterre par la mer du Nord et la Scandinavie

Tel était le plan hitléro-stalinien auquel la Finlande a opposé sa résistance héroïque.

UN CONSEIL DES MINISTRES S'EST TENU AU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

M. Daladier a fait l'exposé d'ensemble de la situation militaire et diplomatique

M. Dautry a rendu compte de son récent voyage en Angleterre.

Un combat aérien au-dessus des flots du pas de Calais

« L'Allemagne a perdu toute chance de victoire » dit Lord Halifax

« Nous exigeons que la liberté soit rendue aux petites nations »

SUPPRIMER LA PATENTE EST UNE MESURE DE JUSTICE FISCALE

L'exécution du garagiste Paul Leiber

La déchéance des élus communistes

Cinq conseillers généraux de la Seine avaient proclamé leur attachement à Moscou

COMMENT UNE PATROUILLE FRANÇAISE DE CHASSE MET HORS DE COMBAT UN AVION DE RECONNAISSANCE ALLEMAND QUI SE DIRIGEAIT VERS L'ANGLETERRE

Cinq moscoutaires impénitents

« LE COMMUNISME POURRIT L'AME D'UNE NATION » DÉCLARE M. W. CHURCHILL

(VOIR EN DERNIÈRE HEURE)

PROPOS D'UNE PARISIENNE

Cinéma

LES COMMUNIQUÉS FRANÇAIS

CONVERSATIONS ROUMANO-YOUGOSLAVES

L'HIVER DE 1940 EST AUSSI RIGOUREUX QUE CELUI DE 1917

SUR LE FRONT

MISE EN BATTERIE, A LA TOMBÉE DU JOUR, D'UN 155 COURT

Les demoiselles de la Légion d'honneur

Extrait du journal « Le Matin » n° 20391 du 21 janvier 1940

En janvier1940, Corentin Cariou est transféré à la Ferme Saint-Benoît, en Seine-et-Oise, dans la première compagnie spéciale. C'est là que, le 21 janvier 1940, il apprend qu'il est déchu de son mandat municipal par le conseil de la préfecture [Les élus communistes sont déchus de leurs mandats par la loi du 20 janvier 1940]. (Source: Gallica)

Répression de Vichy
Le régime de Vichy n'a pas libéré les militants victimes de la répression Daladier. Avec la loi du 3 septembre 1940 [La loi du 3 septembre 1940 reprend les termes du décret-loi DALADIER du 18 novembre 1939, en supprimant simplement quelques clauses de sauvegarde telle que l'existence d'une commission de contrôle ou la possibilité d'intercession des syndicats.], il va pouvoir se lancer à son tour dans la chasse aux communistes.

Le 4 octobre 1940, Corentin Cariou s'aperçoit qu'il est surveillé. « Un soir, dit sa fille Andrée, en se promenant dans le square de la Butte Rouge, il s'est rendu compte qu'il était suivi. En rentrant, il nous dit: « je ne suis pas sûr, mais je pense avoir été repéré; demain, je partirai ». La police tournait autour de trois familles du quartier: les SAMPAIX, les MICHEL et nous ». Mais, le lendemain, la police l'arrête à son domicile, 82 rue Compans. Il est interné au sanatorium d'Aincourt. En avril 1941, pour avoir participé à un « mouvement d'indiscipline » aux côtés de Jean DUFLOT notamment, il est incarcéré à la maison centrale de Poissy. En mai, il est transféré au Centre Surveillé de Châteaubriant, où il est placé dans la « baraque des isolés », toujours aux côtés de Jean DUFLOT.

Répression allemande
Le 26 avril 1941, le Komintern infléchit sa ligne. Il ordonne au PC-SFIC de lutter contre les Allemands. Le 15 mai, le PC-SFIC fonde le Front national de lutte pour l'indépendance de la France. Le 22 juin, l'Allemagne envahit l'URSS, ce qui rompt de fait le pacte germano-soviétique. Les communistes français entrent massivement dans la résistance armée. Les Allemands leur mènent une traque acharnée. Les 10 000 à 20 000 militants détenus [18 000 à la fin 1940 selon Pierre Robrieux dans l'Histoire intérieure du Parti Communiste. 5 553 arrestations sous DALADIER et 4 à 5 000 de juillet 1940 à juin 1941.] dans les camps de l'État français servent à présent d'otages.

En juin-juillet 1941, sa femme et sa fille retournent en Bretagne.

Au camp de Châteaubriant, Corentin Cariou vit, dans la « barque des isolés », le 22 octobre, l'exécution des otages. En février 1942, il est transféré au camp de Royallieu, à Compiègne.

Le 1er mars, un attentat est dirigé contre une sentinelle allemande, rue de Tanger, dans le 19e arrondissement de Paris. Les Allemands décident de fusiller vingt « communistes et juifs ».

La veille de son exécution, à 20 heures trente, Corentin CARIOU écrit à sa femme: « … Je suis dans une cellule isolée, pour ma dernière nuit (…) Je pars avec courage, en confiance dans la victoire finale. Sois courageuse pour élever notre chère file (…) Je ne vois pas ce que j'écris dans la nuit. Nos sacrifices ne seront pas vains... »

Corentin Cariou est exécuté le 7 mars 1942, à midi, en même temps que Pierre Rigaud et Léopold Réchossière (syndicaliste de la TCRP), dans une clairière proche de Carlepont. Il serait mort en criant: « Vive la France. Vive le Parti Communiste. »Corentin Cariou est inhumé au cimetière de Cuts, commune voisine.

Souvenir(s)

Depuis le 1er novembre 1945, il repose, près du Mur des Fédérés, au cimetière du Père-Lachaise, à Paris, avec six autres élus victimes du nazisme : Jules Auffret, Léon Frot, Maurice Gardette, René Le Gall, Raymond Losserand et Charles Michels.

Le 20 octobre 1946, la ville de Paris honore sa mémoire dans le 19e arrondissement qui fut sa circonscription. L'avenue du Pont-de-Flandre et la station de métro du même nom s'appellent désormais Corentin Cariou.

Plaque située près de la porte de la Villette

L'avenue Corentin-Cariou borde la partie nord-est du quartier de la Villette, proche du site de l'ancienne usine des goudrons où il a travaillé.

Extrait du journal « Le Soir » n°963 en date du 20 octobre 1944. On y apprend qu'une cérémonie est prévue le soir pour rebaptiser le nom de certaines rues de Paris, dont une portera le nom de Corentin Carion. (Source: Gallica)

UNE ENQUÊTE DE *Ce soir*

M. Maurice THOREZ doit-il rentrer en France ?

JE DEMANDE QUE THOREZ REVIENNE PARMI NOUS IL N'A JAMAIS CESSÉ DE SERVIR LA FRANCE

par ALBERT BAYET

La question du retour de Maurice Thorez doit-elle être posée sur le plan de la légalité textuelle ou sur le plan moral ?

J'opte pour le plan moral.

En effet, ce n'est pas en vertu de la légalité textuelle que se sont constitués nos maquis, nos F.F.I., nos forces combattantes de la France libre. Ce n'est pas en vertu de la légalité textuelle que nous, journalistes, nous sommes emparés, en pleine insurrection nationale, des immeubles de la presse pourrie. Ce n'est pas en vertu de la légalité textuelle que le général de Gaulle a occupé, avec applaudissements de la France et du monde, l'Hôtel de la rue Saint-Dominique.

Toute la Résistance est illégalité. Lutte d'un rouge, elle en est fière. Elle a pu, quelquefois, dans les faits, n'y a si bien mais...

Considérons donc le cas Thorez, comme faits se doit entre résistants, du seul point de vue de la morale.

Un seul d'entre nous, résistants de gauche ou de droite, d'extrême gauche ou d'extrême droite, croit-il que Thorez ait été « déserteur » ? c'est-à-dire un homme qui a quitté son poste parce qu'il avait peur de se battre ou parce qu'il n'aimait pas son pays ?

Personnellement, je réponds non. Il ne m'intéresse pas de « faire expérience notre sentiment commun.

Que Thorez fût accompagné, ou non, de militant le démontre. Il n'était pas matériellement à Paris, c'est ce que prouvent quelques lettres de Thorez, parues après, Jacquelline Soit des résistants d'aujourd'hui étaient à son côté) pour l'Espagne républicaine, pour la République tchécoslovaque, c'est-à-dire pour l'honneur de la France.

Il a quitté son poste, c'est donc qu'il a dû avant plus de que nous (d'où son arrestation, ses mesures à son égard) pour l'honneur de la France.

Ce n'est pas moi qui le dirai, c'est Thorez lui-même qui, prisonnier à la Conciergerie Colonne et son chef Pétain, et qu'il a pouvé pouvoir à

Les vendanges de la libération avec les F.F.I. du Médoc

(De notre envoyé spécial, Georges Biard)

Bordeaux ! Que de souvenirs la grande cité girondine évoque en ces mêlée brumeuse. Les premières troupes sont arrivées, au temps où la ville de Montaigne, de Mauriac, de Jacques Chaban-Delmas, de Jean Ducos, dédiée, Jacques Chaban-Delmas, traître et dégénérées presque quelle-même? Vous souvenir-il de ce jour de l'an mépris déjà vengeur avec lequel le général de Gaulle interpelant, dans ses premières appels, ce « gouvernement de Bordeaux » prenant acte de la situation concrète que nous avons connue ?

Non, n'est-ce pas ? Tout cela appartient à un passé révolu ! Aujourd'hui, Bordeaux, le Lorient n'avec Bordeaux, Bordeaux se prépare à Bordeaux, Bordeaux se prépare à Bordeaux, Bordeaux se prépare à

INFORMATIONS INTERNATIONALES

Après Moscou

la plus grande confiance est permise

Londres, 21 octobre. — Le communiqué suivant a été publié à l'issue des entretiens de Moscou :

« Des conversations se sont déroulées à Moscou du 9 au 18 octobre, entre Anthony Eden, ministre des Affaires étrangères du Royaume-Uni, d'une part, et le maréchal Staline et Molotov, d'autre part, représentants de leurs sources politiques et ministères.

« Les pleins entretiens établis à la Conférence de Téhéran, ont été approfondis et revus à la lumière des événements survenus depuis la tenue de la dernière conférence de Québec [illegible] et en Europe occidentale. CE QUI PERMET D'ENVISAGER DE LA PLUS GRANDE CONFIANCE L'AVENIR DES OPÉRATIONS DES ALLIÉS ET LEURS PROJETS.

Le problème polonais

Du libre et confiance échanges de vues ont eu lieu sur de nombreuses questions intéressant les deux pays : de grands progrès ont été réalisés en ce qui concerne le règlement du problème polonais qui a été examiné sous tous ses aspects. Les gouvernements britannique et polonais ont pris connaissance de l'offre faite par les deux pays avec le premier ministre des Affaires étrangères du gouvernement polonais, qu'avec le président du Comité national de libération. Ces entretiens ont été [illegible] et les points sur lesquels les deux gouvernements se rapprochent ou les points non encore réglés.

Le peuple yougoslave doit décider de sa future constitution

La marche des événements dans le nord-est de l'Europe a été examinée à fond. On donne un intérêt aux termes de l'armistice bulgare. Les deux gouvernements se sont mis d'accord pour [illegible] la politique à suivre [illegible] Bulgarie [illegible] forces contre les Allemands en Serbie et apporter aux [illegible] aux difficultés intérieures de ce pays par une union [illegible] entre le gouvernement yougoslave et le Mouvement de la libération nationale. Ils ont [illegible] que le peuple doit décider [illegible] constitution après la guerre [illegible] démocratique [illegible].

Le gouvernement des Etats-Unis a été tenu au courant des entretiens de Moscou et les a approuvés. Il a [illegible] Staline, Molotov et Eden, [illegible] Hopkins et Harriman, ambassadeur des Etats-Unis à Moscou, [illegible] à partir de la conférence de Moscou d'octobre.

« Les conversations se sont déroulées à Moscou du 9 au 18 octobre, entre Anthony Eden, ministre des Affaires étrangères du Royaume-Uni, d'une part, et le maréchal Staline et Molotov, d'autre part, représentants de leurs sources politiques et ministères.

« Les pleins entretiens établis à la Conférence de Téhéran, ont été approfondis et revus à la lumière des événements survenus depuis la tenue de la dernière conférence de Québec [illegible] et en Europe occidentale. CE QUI PERMET D'ENVISAGER DE LA PLUS GRANDE CONFIANCE L'AVENIR DES OPÉRATIONS DES ALLIÉS ET LEURS PROJETS.

Le problème polonais

Du libre et confiance échanges de vues ont eu lieu sur de nombreuses questions intéressant les deux pays : de grands progrès ont été réalisés en ce qui concerne le règlement du problème polonais qui a été examiné sous tous ses aspects. Les gouvernements britannique et polonais ont pris connaissance de l'offre faite par les deux pays avec le premier ministre des Affaires étrangères du gouvernement polonais, qu'avec le président du Comité de la libération nationale de Lublin. Ces entretiens ont été [illegible] et les points sur lesquels les deux gouvernements se rapprochent ou les points non encore réglés.

Le peuple yougoslave doit décider de sa future constitution

La marche des événements dans le nord-est de l'Europe a été examinée à fond. On donne un intérêt aux termes de l'armistice bulgare. Les deux gouvernements se sont mis d'accord pour [illegible] la politique à suivre [illegible] Bulgarie [illegible] forces contre les Allemands en Serbie et apporter aux [illegible] aux difficultés intérieures de ce pays par une union [illegible] entre le gouvernement yougoslave et le Mouvement de la libération nationale. Ils ont [illegible] que le peuple doit décider [illegible] constitution après la guerre [illegible] démocratique [illegible].

Le gouvernement des Etats-Unis a été tenu au courant des entretiens de Moscou et les a approuvés. Il a [illegible] Staline, Molotov et Eden, [illegible] Hopkins et Harriman, ambassadeur des Etats-Unis à Moscou, [illegible] à partir de la conférence de Moscou d'octobre.

"L'ÉPURATION DOIT ÊTRE PLUS RAPIDE"

déclare à Londres Louis SAILLANT, président du C.N.R.

Londres, 21 octobre. — Louis Saillant, président du C.N.R. et délégué de la C.G.T. au congrès des Trades Unions, parlant hier, à Londres, a déclaré : « Nous avons mis une conférence d'ouvriers et de soldats ; mais la guerre brutalité et la cruauté [illegible] nous avons rencontrées et qui [illegible] dans les pays occupés par les Allemands [illegible] les [illegible] et [illegible] et [illegible] et

DEVOIR DE MEMOIRE

CORENTIN CARIOU

Il y a soixante ans un Loctudyste tombait sous les balles de l'occupant en forêt de Compiègne.
Alors que Paris a honoré sa mémoire en donnant son nom à une station de métro et à une avenue, sa commune natale Loctudy ne comporte aucun signe qui lui soit consacré. En effet la rue Corentin Cariou est dédiée à un résistant du Suler mort en déportation le 29 février 1944 au camp de Dora.
Il est donc juste que ce bulletin rappelle ce que furent sa vie de militant et sa mort tragique.
Corentin Cariou était très attaché à sa commune natale où il revint en 1940. Membre de la Fédération des Bretons Emancipés, animée par Marcel Cachin il y militait pour la défense de la culture bretonne.
L'article qui suit a été rédigé par un Loctudyste de souche, Paul Rolland, résidant dans le Morbihan, que nous remercions pour sa contribution.

Corentin Cariou était le plus jeune d'une famille de onze enfants, né à la Palue (entre la Cale et Park-Ar-Sabl), le 13 décembre 1898, fils de Pierre Cariou, pêcheur et de Corentine Struillou, ménagère.
A douze ans et demi, il est mousse à la pêche. En 1917 à 19 ans, il est mobilisé : il est matelot sur «La Jeanne d'Arc» puis «Le Sakalave» et «Le Courbet». Il est démobilisé le 5 juin 1920. Comme beaucoup de Bretons, il va travailler dans la région parisienne et par son frère Jean, ouvrier au gaz de Paris, il rentre le 13 novembre 1923 comme aide-de-forge à l'usine de goudron de la Villette (aujourd'hui démolie). Titularisé en 1925, il passera alors aide ajusteur.

C'est en 1923 que commencera sa vie de militant syndical.

1926 : il est élu secrétaire de la caisse de solidarité des gaziers de la Villette.

1928 et 1929 : il est réélu dans ce mandat

1930 : il devient secrétaire général du syndicat des gaziers

1931 : il crée la première école syndicale

1932 : secrétaire du comité intersyndical des services publics de la région parisienne.

Secrétaire du premier «rayon» communiste de la région parisienne en 1928 et 1929, membre du comité central de 1932 à 1936, il est élu le 27 mars 1938 à l'élection partielle comme représentant du quartier du Pont de Flandres et entre au conseil municipal de Paris.

Suite au décret Daladier de septembre 1939, il ne fut pas mobilisé mais mis à disposition de la police. Il devait attendre un ordre individuel, dans ses foyers. L'ordre lui parvient le 23 décembre 1939. Il fut à la fois mobilisé… et interné administratif au camp de Baillet en France (Seine et Oise). Transféré le 12 janvier 1940 à la ferme Saint Benoît (Seine et Oise) dans la première compagnie spéciale où il apprend le 21 janvier qu'il est déchu de son mandat municipal par le conseil de la préfecture. Transféré le 23 mars à Bourg-Lastic (Puy de Dôme), il s'évade pendant la débâcle, regagne Lyon pour se faire démobiliser légalement ; il rejoint son épouse et sa fille en Bretagne pendant l'été et repartent tous les trois pour Paris.

Le 5 octobre 1940, il est arrêté à son domicile, interné au sanatorium d'Aincourt (Seine et Oise) puis incarcéré le 6 avril 1941 à la maison centrale de Châteaubriant (Loire Inférieure). Placé dans la baraque des isolés, il vécut en octobre 1941 l'exécution des otages. Le 9 février 1942, il est transféré au camp de Royallieu à Compiègne, où à la suite de l'attentat du 1er mars 1942 de la rue de Tanger à Paris, l'occupant décide de fusiller 20 otages. Avec deux camarades, Corentin est exécuté le 7 mars 1942, à midi, dans une clairière de la forêt de Carlepont, à 20 km environ au Nord-Est de Compiègne où une stèle est dressée. Son corps est inhumé au cimetière de la commune voisine, à Cuts (Oise).

Depuis le 1er novembre 1945, avec les sept élus victimes du nazisme, il repose dans une tombe commune au cimetière du Père Lachaise, près du mur des fédérés.

Le 20 octobre 1946, Paris honore sa mémoire dans le 19ème arrondissement qui fut sa circonscription. Sur la ligne de métro n°7, Mairie d'Ivry – Porte de la Villette, l'ancienne station «Pont de Flandres» est désormais «Corentin Cariou», de même que l'ancienne avenue du Pont de Flandres qui borde la partie Nord-Est du quartier de la Villette, proche du site de l'ancienne usine des goudrons où il a travaillé, est l'avenue Corentin Cariou.

Une des rares traces de l'existence de ce Corentin CARION dans son village natal, Loctudy, un article paru il ya quelques années dans « l'Estran », bulletion municipal.

Il apparaît aussi, et c'est bien la moindre des choses, sur le monuiment aux morts communal.

Hommage de Jacqueline OLLIVIER-TIMBAUD au nom de l'Amicale de Châteaubriant Voves-Rouillé le Samedi 03 Mars 2007 lors de l'Assemblée Générale à la Salle du Conseil – Hôtel de Ville de Paris

L'Amicale de Châteaubriant Voves-Rouillé est très honorée d'être aujourd'hui avec vous dans l'Hôtel de Ville de Paris.

Elle est d'autant plus émue qu'il aura fallu plus de 62 ans après la Victoire sur le nazisme pour que Paris rende ainsi hommage à nos héros dans ce lieu prestigieux de notre Capitale.

Aussi, nous remercions particulièrement **Bertrand DELANOE**, Maire de Paris, et **Odette CHRISTIENNE**, son adjointe chargée de la Mémoire et du Monde Combattant.

Nous voulons commencer par rendre hommage aux Elus Parisiens morts pour la Liberté :

- **Charles MICHELS**, Député du 15ème arrondissement de Paris.
- **Maurice GARDETTE**, Conseiller Général de la Seine, 11ème arrondissement.
- **Jean GRANDEL**, Conseiller Général de la Seine, Maire de Gennevilliers.
- **Jules AUFFRET**, Conseiller Général de la Seine, Maire de Bondy.
- **Corentin CARIOU**, Conseiller Municipal, 19ème arrondissement.

MICHELS, GARDETTE, GRANDEL et AUFFRET seront fusillés à Châteaubriant (Loire – Atlantique) le 22 Octobre 1941.

CARIOU sera fusillé le 07 Mars 1942 avec **Pierre RIGAUD** à Carlepont dans l'Oise.

Nous n'oublions pas d'honorer **Henri GAUTIER** qui le 22 Octobre 1941, après la fusillade des 27 patriotes, fit l'appel aux morts au Camp de Choisel.

Corentin CARIOU ne doit pas être confondu avec son homonyme (21 décembre 1922-25 janvier 1944), né comme lui à Loctudy, résistant. Il est déporté à Compiègne Royallieu le 14 décembre 1943 et arrive à Buchenwald le 16. Il meurt peu après au camp de Mittelbau-Dora à 21 ans. La municipalité a donné son nom à une rue de Loctudy, dans le quartier du Suler.